



HAL
open science

L' " affaire Asia Bibi " au Pakistan : 'Etat pris au piège de partis islamistes auto-justiciers ?

Sophie Russo

► To cite this version:

Sophie Russo. L' " affaire Asia Bibi " au Pakistan : 'Etat pris au piège de partis islamistes auto-justiciers ?. Bulletins de l'Observatoire international du religieux, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI) / Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL), 2019, N° 32. hal-03456012

HAL Id: hal-03456012

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03456012>

Submitted on 9 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L' « affaire Asia Bibi » au Pakistan : l'Etat pris au piège de partis islamistes auto-justiciers ?

Sophie Russo

Bulletin de l'Observatoire international du religieux n°32 [en ligne], septembre 2019.
<https://obsreligion.cnrs.fr/bulletin/l-affaire-asia-bibi-au-pakistan-etat-pris-au-piege-de-partis-islamistes-auto-justiciers/>

Après l'acquittement d'Asia Bibi le 30 octobre 2018, d'un côté les médias internationaux saluent les juges de la Cour Suprême, ainsi que le gouvernement qui lui apporte son soutien, pour cette décision qui semble indiquer que l'Etat pakistanais est décidé à faire respecter les droits des minorités de la République islamique. Cette décision est d'autant plus significative que les lois anti blasphème sont largement critiquées pour être souvent instrumentalisées en vue de régler des comptes personnels. De l'autre, ils soulignent avec appréhension que cette décision est fortement contestée par les partis islamistes pakistanais, qui s'adonnent à des manifestations violentes et demandent que la décision soit réévaluée et Asia Bibi pendue en place publique. Ils notent tout particulièrement le rôle du *Tehreek-e-Labaik Pakistan* (TLP), le parti islamiste d'obédience barelvi^[1] qui avait déjà paralysé Islamabad pendant deux semaines en 2017, et a ensuite récolté de nombreux votes pendant l'élection de juillet 2018.

Une analyse consensuelle se développe alors dans cette couverture médiatique internationale : l'Etat pakistanais se voit paralysé par des mouvements islamistes enclins à la violence. Après des négociations avec le TLP, le gouvernement d'Imran Khan accepte en effet qu'une nouvelle pétition soit déposée pour la révision du jugement, ainsi que d'inscrire Asia Bibi sur la liste des personnes interdites de sortie du territoire. Selon cette interprétation commune, la question du blasphème se résumerait donc à un bras de fer entre l'Etat et les partis islamistes. Au coeur du problème serait la menace du recours à la violence et à l'auto-justice de la part des partis islamistes, et du TLP en particulier. De fait, des voitures ont été brûlées, des magasins mis à sac et Muhammad Afzal Qadri, un des dirigeants du TLP, a déclaré que les juges de la Cour Suprême méritaient la mort pour avoir innocenté Asia Bibi.

Une couverture médiatique trompeuse

A rebours de ce portrait médiatique, cet épisode a bien confirmé la capacité des partis islamistes à faire pression sur les décisions gouvernementales, mais il a aussi, en réalité, mis en lumière le fait que la question du blasphème est loin de ne préoccuper que les partis islamistes radicaux barelvis. Il est bien entendu que le recours à la violence par les militants du TLP ainsi que leurs menaces de s'en prendre aux juges de la Cour ont joué un rôle crucial dans la capitulation du gouvernement. Mais les partis islamistes dits modérés, comme le *Jamaat-e-Islami* (Jel), ont également organisé des rassemblements pour contester la décision de la Cour Suprême, de même que nombre d'autres organisations et groupes sociaux de différentes natures.

Au premier rang d'entre eux se trouvent les marchands des grandes villes du pays. A Karachi, métropole de 20 millions d'habitants et poumon économique du pays, les marchands ont fermé boutique pendant trois jours, et certaines de leurs associations ont organisé des manifestations afin de démontrer leur colère. Forts de leur « *shutter down power* » [littéralement « le pouvoir des volets baissés »], ils ont volontairement fermé boutique, paralysant ainsi l'économie de la ville. En simplifiant la sociologie des manifestations anti-blasphème, l'opposition binaire entre des partis islamistes radicaux et un gouvernement assiégé par ces derniers mécomprend la nature de cet enjeu au Pakistan. L'analyse des réactions des marchands de Karachi montre que cette question touche des personnes qui ont des affiliations à géométrie variable avec les groupes islamistes et des attitudes contrastées face à l'usage de la violence et à l'autojustice. Plus qu'avec un parti politique religieux violent, c'est avec la frange conservatrice de l'opinion publique que le gouvernement a dû composer.

Un mouvement hétérogène et des répertoires d'action variés

Les marchands du bazar de Karachi font partie de ce segment conservateur de la société pakistanaise. La nouvelle de l'acquiescement d'A. Bibi a immédiatement suscité leur indignation. Elle se traduit par l'annonce d'une grève générale décidée par les syndicats afin de contester la décision de la Cour Suprême. Pendant trois jours, la fermeture de ces marchés, qui contrôlent notamment le commerce de gros d'épices, de matériaux industriels et de textiles, immobilise l'économie de la ville. Le bazar de Karachi est dominé par des hommes d'affaires issus des castes marchandes connues pour leur sens des affaires autant que leur conservatisme religieux. Si certains d'entre eux sont des électeurs du TLP ou du Jel, la plupart des marchands du bazar

ne soutiennent cependant pas des partis islamistes. Lors de l'élection de juillet 2018, beaucoup d'entre eux ont donné leur voix au *Pakistan Tehreek-e-Insaf* (PTI) d'Imran Khan, séduits par son discours anti-corruption et désireux de « lui donner une chance » au vu de la supposée faillite des autres partis. D'autres ont, quant à eux, voté pour un autre parti non-religieux : la *Ligue Musulmane* du Premier ministre sortant, Nawaz Sharif. En outre, les relations des leaders du bazar avec certains partis islamistes peuvent aussi relever de l'entente stratégique. C'est notamment le cas du *Sunni Tehreek*, une organisation barelviée créée en 1990 pour contrer l'influence croissante des groupes armés deobandis et impliquée dans des activités criminelles^[2]. Victimes de demandes d'extorsion de la part du *Sunni Tehreek*, beaucoup de marchands s'efforcent désormais d'entretenir des relations cordiales avec ce parti en vue de se prémunir de cette menace.

Dès lors, bien que seule une minorité des marchands soient des sympathisants des partis religieux, presque tous ont soutenu avec vigueur l'appel à la grève générale. Ahmad^[3], dirigeant de l'association d'un marché de vêtements du quartier de Saddar, et qui n'entretient pas de liens avec les partis religieux, raconte : « *tout le monde a fermé boutique par amour pour le Prophète Mohammad (prière et salut d'Allah sur lui), on ne nous a pas forcé, personne ne nous a même appelé, mais quand il s'agit d'un blasphème envers le Prophète aucun musulman ne peut se taire, on ne peut pas supporter un tel manque de respect, par amour pour le Prophète nous sommes prêts à sacrifier notre vie, donc notre business dans ces moments-là ça ne compte pas* ». Son collègue Umair, soutien du PTI au pouvoir, le rejoint entièrement : « *nos parents nous ont appris depuis notre plus tendre enfance qu'il n'y avait rien de plus important que le prophète (prière et salut d'Allah sur lui), même plus important que nos propres parents, donc on ne pouvait juste pas laisser passer ça*^[4] ».

Des rapports contrastés au recours à la violence et à l'administration de la justice

Les actions entreprises par ces hommes affaires ne sont néanmoins pas celles du TLP. Lors des jours de manifestation, Ahmad et Umair ont par exemple décidé de rester chez eux. Ils n'ont pas participé aux mobilisations organisées par les partis religieux, et n'ont pas non plus décidé d'organiser une action avec leurs soutiens au sein de leur marché. A leurs yeux, le fait de tirer le rideau est suffisant pour exprimer leur mécontentement auprès des autorités. Ils condamnent ainsi les actes violents commis par les militants du TLP, comme la mise à feu de voitures. D'autres marchands, eux plus proches des partis politiques barelvis, ont choisi quant à eux de défiler, tout en formulant des demandes plus radicales comme la pendaison d'A. Bibi. Toutefois, à la différence du TLP,

ils ont également appelé au calme et à la coopération avec les forces de sécurité, défendant explicitement à leurs confrères de se faire justice eux-mêmes.

Ainsi, tous les indignés et manifestants ne réfutent pas le monopole de l'Etat à administrer la justice et exercer la violence comme le fait le TLP. Pour leur part, les marchands ne remettent pas en cause la légitimité institutionnelle de la Cour Suprême à administrer la justice de façon générale, mais contestent uniquement sa décision dans le cas précis d'Asia Bibi. En effet, le jugement de la Cour innocente Asia Bibi au titre qu'elle manque de preuves pour l'incriminer et en respect de la présomption d'innocence. Si cette dernière avait bien avoué son crime, il a été considéré que cet aveu avait été obtenu sous la contrainte. Or les contestataires remettent alors en cause l'honnêteté des juges en question. Un importateur d'épices exprime ainsi ses doutes : « *la Cour Suprême dit qu'elle manquait de preuves pour l'incriminer, mais ce n'est pas vrai. Elle avait bien confessé son crime, et même les membres de sa famille avaient avoué qu'elle avait blasphémé. Seulement c'est sous la pression des puissances occidentales que la Cour Suprême a rendu ce verdict. Ils ont dû recevoir de l'argent ou quelque chose. Vous savez dans ce pays la justice n'est pas rendue, elle est vendue* ». Les dysfonctionnements bien connus de l'administration de la justice au Pakistan donnent ainsi crédit aux théories conspirationnistes. Plutôt que de remettre en question la légitimité du système juridique en place, ces marchands qui ont perdu confiance en leurs dirigeants demandent que soit respectée la lettre de la loi.

Les mobilisations consécutives à l'acquittement d'Asia Bibi indiquent donc qu'au Pakistan l'indignation face au blasphème n'est pas le monopole des partis islamistes. Elle est également le fait des milieux conservateurs, dont beaucoup soutiennent des partis séculiers. En ce sens, la prégnance de la question du blasphème dans le monde musulman ne semble pas due à l'essor de « l'Islam politique », mais plutôt à la persistance du sentiment religieux parmi la population.

Notes

Notes

- ↑1 Le barelvisme est un courant de l'islam sunnite propre à l'Asie du sud, qui se caractérise par sa proximité au soufisme et sa dévotion particulière à la figure du prophète Mohammad. Bien que dominant au Pakistan, il est concurrencé par le Deobandi, lui aussi né en Asie du sud, mais qui prône une interprétation plus littéraliste des textes de l'islam.
- ↑2 Laurent Gayer, *Karachi: Ordered Disorder and the Struggle for the City*, Londres : Hurst, 2014, p. 178.

↑3 Par souci de simplification pour la présente publication, les indications biographiques des acteurs ont été écrites avec des pseudonymes pour protéger leur anonymat.

↑4 Entretien avec Ahmad et Umair, Karachi, novembre 2018

Pour citer ce document :

Sophie Russo, "L' « affaire Asia Bibi » au Pakistan : l'Etat pris au piège de partis islamistes auto-justiciers ?". *Bulletin de l'Observatoire international du religieux* N°32 [en ligne], septembre 2019.

<https://obsreligion.cnrs.fr/bulletin/l-affaire-asia-bibi-au-pakistan-etat-pris-au-piege-de-partis-islamistes-auto-justiciers/>